



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL
BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS
CLASSÉES

jpr/475

Arrêté du 22 mars 2023

**portant prescriptions complémentaires à la société HOLCIM Haut-Rhin pour la surveillance
environnementale de son installation de production de ciment située à ALTKIRCH (68)**

Le préfet du Haut-Rhin

Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

- VU le code de l'environnement, livre V, titre 1^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et livre I, titre VIII relatif aux procédures administratives et notamment l'article R. 181-45 ;
- VU le code des relations entre le public et l'administration et son article L. 121-1 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 février 2020 réglementant les activités de fabrication de ciment et de co-incinération de déchets de la société HOLCIM Haut-Rhin située 1 route de Thann à ALTKIRCH ;
- VU l'arrêté préfectoral du 07 mars 2006 concernant la société Holcim et son site d'Altkirch et renforçant les prescriptions existantes, autorisant les modifications apportées au site, portant agrément pour l'élimination de pneumatiques usagés ;
- VU l'arrêté préfectoral du 03 avril 2001 portant autorisation d'exploiter en référence au titre du Titre Ier du livre V du code de l'Environnement ;
- VU le rapport de mesure SOCOTEC LR-0006700701 relatif aux mesures réalisées du 09 au 10 août 2022 ;
- VU le rapport du 23 novembre 2022 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées (rapport relatif aux rejets aqueux) ;
- VU le rapport du 07 décembre 2022 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées (rapport relatif à la surveillance environnementale et aux rejets atmosphériques) ;

VU le rapport du 07 décembre 2022 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées (rapport relatif au bruit et aux émissions de poussières) ;

VU le rapport du 08 décembre 2022 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;

VU la lettre préfectorale du 12 janvier 2023 relative à la transmission pour observation du projet d'arrêté préfectoral à la société HOLCIM Haut-Rhin ;

VU la lettre du 21 février 2023 de la société HOLCIM Haut-Rhin relative aux observations sur le projet d'arrêté préfectoral ;

Considérant qu'un contrôle inopiné a mis en évidence la présence de HCN (Acide cyanhydrique) et de HAP (Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques) dans les rejets atmosphériques de l'installation ; qu'il ressort du retour d'expérience des contrôles réalisés dans les installations d'incinération et de co-incinération du Grand Est, que ces installations sont également à l'origine d'émissions de phénol et de benzène ; qu'en conséquence, une surveillance des rejets de ces paramètres est nécessaire ;

Considérant que l'article 60 de l'arrêté du 13 février 2020 susvisé dispose que la transmission des résultats est réalisée par voie électronique à l'adresse GIDAF ; que la prescription ne précise pas les délais de transmission des résultats des mesures ;

Considérant que l'article 64.1 de l'arrêté du 13 février 2020 susvisé dispose que « *les zones à émergence réglementées sont fixées dans le plan en annexe* » ; que l'arrêté du 13 février 2020 ne comporte pas de plan en annexe représentant les zones à émergences réglementées ; que l'arrêté d'autorisation du 03 avril 2001 et l'arrêté complémentaire du 07 mars 2006 comportent un plan qui n'a pas été reporté dans les arrêtés complémentaires ultérieurs ;

Considérant que l'article 62 de l'arrêté du 13 février 2020 susvisé prescrit une surveillance environnementale ; qu'il a été constaté que les suivis actuellement mis en œuvre ne permettent pas de répondre à l'objectif de la surveillance environnementale ; qu'il convient que le programme de surveillance environnementale soit décrit et justifié ; qu'il convient que le programme de surveillance environnementale porte sur les émissions diffuses et canalisées ; qu'il convient notamment que la surveillance mise en œuvre permette une comparaison des résultats à des valeurs repères validées par un organisme reconnu ; qu'en conséquence, il convient de compléter les prescriptions relatives à la surveillance environnementale ;

Considérant que conformément aux dispositions de l'article R181-45 du code de l'environnement, des prescriptions complémentaires peuvent imposer les mesures additionnelles que le respect des dispositions des articles L181-3 et L181-4 rend nécessaire ;

Considérant que conformément aux dispositions de l'article R181-45 du code de l'environnement, la société HOLCIM Haut-Rhin a été consultée sur le projet d'arrêté préfectoral ; que par lettre du 21 février 2023 susvisée, cette dernière a émis des observations sur le projet présenté ;

Considérant que, par lettre du 21 février 2023 susvisée, la société HOLCIM Haut-Rhin sollicite la modification du 4^e considérant relatif à la surveillance environnementale ; que le guide INERIS "surveillance dans l'air autour des installations classées" de 2021 précise que "*Dans le*

cas des méthodes in situ (lichen/mousse), les valeurs considérées comme élevées ne préjugent en rien d'un niveau de toxicité pour la mousse, ni pour l'écosystème, ni pour l'homme" ; que de plus, aucune valeur repère n'a été validée par un organisme reconnu pour ces méthodes ; qu'en conséquence l'objectif de la surveillance environnementale n'est pas atteint ; que dans ces conditions, il n'y a pas lieu de modifier la formulation du considérant ;

Considérant que, par lettre du 21 février 2023 susvisée, la société HOLCIM Haut-Rhin sollicite la modification de l'article 3.1 relatif à la surveillance environnementale ; que les mesures sont bien à réaliser lorsque la contribution est caractéristique de l'activité, même si l'activité est continue sur l'année ; qu'en conséquence il n'y a pas lieu de modifier la prescription ;

Considérant que, par lettre du 21 février 2023 susvisée, la société HOLCIM Haut-Rhin sollicite la modification de l'article 3.2 relatif à la surveillance environnementale pour ce qui concerne l'enregistrement des données météorologiques ; que la station Meteo France la plus proche est située à 1,8 km du site ; que le guide INERIS « surveillance dans l'air autour des installations classées » de 2021 précise que « *les données météorologiques provenant d'une station météorologique de Météo France pourront être utilisées si elles sont représentatives des conditions locales influant la dispersion des émissions atmosphériques du site* » et qu'en conséquence la prescription peut être modifiée;

Considérant que, par lettre du 21 février 2023 susvisée, la société HOLCIM Haut-Rhin sollicite l'augmentation des délais de télédéclaration des résultats de la surveillance des rejets aqueux ; que les délais prévus sont ceux usuellement prescrits aux installations classées et qu'en conséquence il n'y a pas lieu de modifier cette prescription;

Après communication à l'exploitant du projet d'arrêté ;

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Identification

La société HOLCIM Haut-Rhin, dont le siège social est situé 14-16 boulevard Garibaldi à ISSY-LES-MOULINEAUX (92130), est tenue de se conformer aux dispositions du présent arrêté pour l'exploitation des installations de fabrication de ciment qu'elle exploite 1 route de Thann à ALTKIRCH (68130).

Article 2 : Surveillance des rejets atmosphériques

Les mesures prévues à l'article 59.2.1 de l'arrêté du 13 février 2020 susvisé sont complétées, pendant deux ans, par l'analyse des paramètres suivants (concentration et flux) :

- HCN ;
- Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAP 16) ;
- Phénol ;
- Benzène.

Article 3 : Surveillance environnementale

Les dispositions de l'article 62 de l'arrêté du 13 février 2020 susvisé sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

« L'exploitant met en place un programme de surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement. Il concerne les poussières, les dioxines et les métaux.

1. Principe et objectifs du programme de surveillance

L'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité et à ses frais un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets sur l'environnement, dit « programme de surveillance ».

Il permet d'assurer une surveillance des émissions canalisées et diffuses issues de l'installation et de leurs effets.

*Le programme de surveillance est transmis, **d'ici le 01/07/2023**, à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.*

L'exploitant décrit dans un document les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance.

Il y est notamment spécifié :

- l'objectif de la surveillance environnementale ;*
- la liste des documents d'appui (réglementation, carte...) ;*
- la nature des émissions associées à l'installation (diffuses, canalisées) ;*
- le périmètre retenu pour la zone d'étude ;*
- la nature des milieux environnants et le contexte local ;*
- la nature des polluants recherchés (choix des métaux d'intérêt) ;*
- le choix et la justification des périodes de mesures ou de prélèvements ;*
- la durée des périodes de mesure et leur fréquence ;*
- les points de mesure/prélèvement et leur justification ;*
- le choix et la justification des méthodes de prélèvements et d'analyse.*

Ce document est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant justifie, par modélisation ou par d'autres moyens d'étude (condition météo), l'emplacement des points de mesure.

Les mesures sont réalisées en des lieux où l'impact de l'installation est supposé le plus important.

Les mesures sont réalisées lorsque la contribution est caractéristique de l'activité y compris lorsque la contribution y est la plus forte (fonctionnement normal, régime de démarrage, dérive suite à un dysfonctionnement, etc).

Le cas échéant, l'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement.

L'exploitant informe l'inspection des installations classées de toute modification des conditions de surveillance du milieu, avec tous les éléments d'appréciation.

2. Campagne de mesure de l'environnement

*La première campagne de mesure est réalisée dans un délai **de 3 mois** après l'envoi du programme de surveillance à l'inspection des installations classées, sauf justifications particulières (période de mesure, ...).*

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons sont effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les seuils de détection retenus pour les analyses permettent de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur.

Lors de la campagne de mesure, la direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées **par une station de mesures sur le site de l'exploitation** avec une résolution horaire au minimum.

La station météorologique est installée, maintenue et utilisée selon les bonnes pratiques en vigueur.

La mise en œuvre d'une station météorologique sur le site peut être remplacée par l'utilisation des données météorologiques provenant de la station météorologique de Météo France la plus proche, sous réserve que les données sont représentatives des conditions locales influant la dispersion des émissions atmosphériques du site. Dans ce cas, l'exploitant justifie de la représentativité de la station météo utilisée (étude spécifique, mesures comparatives, ...). Les justificatifs sont conservés par l'exploitant et tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées. Une campagne de mesure dans l'environnement est réalisée a minima tous les ans.

3. Expression des résultats

Les résultats des mesures de surveillance environnementale réalisées sont à transmettre à l'inspection des installations classées dans le rapport annuel et contiennent l'ensemble des informations nécessaires à sa compréhension et a minima :

- les protocoles de mesures, prélèvements et analyses utilisées associées à des normes si disponibles ;
- pour chaque campagne, le nom du laboratoire externe ou interne ayant procédé aux prélèvements, analyses et mesures ;
- une comparaison des résultats de mesures par rapport aux données issues des campagnes de surveillance précédentes ;
- l'interprétation appropriée des résultats obtenus et des commentaires de l'exploitant qui se positionne explicitement ;
- en cas d'anomalies, des explications sur leur origine et des actions correctives menées ou prévues par l'exploitant pour y remédier.

Les niveaux mesurés aux points d'impact retenus sont appréciés par rapport aux valeurs repères reconnues, disponibles et actualisées (valeurs de référence disponibles, environnement local témoin, état initial, comparaison entre les différents points de mesure, valeur seuil de qualité de l'air).

Au vu des résultats de mesure obtenus ou de l'évolution de l'activité de l'établissement, la surveillance peut être revue et renforcée à l'initiative de l'exploitant, de l'inspection des installations classées et du Préfet.

À ce titre, l'inspection des installations classées et le Préfet peuvent faire procéder à des contrôles supplémentaires de la surveillance environnementale telle que prévue dans le présent arrêté, et ce, aux frais de l'exploitant ».

Article 4 : Bruit

Le plan joint en annexe I du présent arrêté complète les annexes de l'arrêté du 13 février 2020 et correspond au plan mentionné au dernier alinéa de l'article 64.1 de l'arrêté du 13 février 2020 susvisé.

Article 5 : Surveillance des rejets aqueux

Les dispositions du 3^e alinéa de l'article 60 de l'arrêté du 13 février 2020 susvisé sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Les résultats des mesures, accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées, sont transmis à l'inspection des installations classées via le site de télédéclaration prévu à cet effet :

- pour la surveillance en continu, les éléments sont transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois qui suit le mois de la mesure ;*
- pour la surveillance externe, le délai est porté au dernier jour du premier mois du trimestre calendaire suivant.*

Les résultats de mesures sont conservés sous format papier par l'exploitant pendant au moins cinq ans et sont tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées ».

Article 6 :

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 7 : Sanctions

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il sera fait application des dispositions du chapitre 1^{er} du titre 7 du livre 1^{er} du code de l'environnement.

Article 8 :

En application de l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télé recours citoyen accessible par le site : www.telerecours.fr

Article 9 :

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie d'Altkirch pour y être consultée. Un extrait de ce même arrêté est affiché dans ladite mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Haut-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 10 :

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), chargé de l'inspection des installations classées, le maire d'Altkirch, les officiers de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à la société HOLCIM.

Fait à Colmar, le 22 mars 2023

Le préfet
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

SIGNÉ

Christophe MAROT

ANNEXE I- Plan des zones à émergences réglementées

